



Baisse des taux directeurs de la BCE

Lors de sa réunion du 7 novembre, le Conseil des gouverneurs de la BCE a décidé d'abaisser le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème de 25 points de base, à 0,25 %, et de réduire le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal de 25 points de base, à 0,75 %, le taux d'intérêt de la facilité de dépôt demeurant inchangé, à 0 %. Dans sa déclaration introductive, M. Draghi a indiqué : « Ces décisions sont conformes aux indications fournies en juillet 2013 sur la trajectoire future des taux directeurs, les tensions sous-jacentes sur les prix dans la zone euro à moyen terme continuant de s'atténuer selon les dernières indications, à partir de taux d'inflation annuels actuellement bas, inférieurs à 1 %. Confirmant ce scénario, les évolutions monétaires et, en particulier, celles du crédit demeurent atones » (...) « L'orientation de notre politique monétaire demeurera accommodante aussi longtemps que nécessaire. Elle continuera donc également de soutenir la reprise progressive de l'économie reflétée par les indicateurs de confiance jusqu'en octobre. Après la baisse des taux de ce jour, le Conseil des gouverneurs a réexaminé les indications données en juillet sur la trajectoire future des taux directeurs de la BCE et confirmé qu'il continue de prévoir que ces taux resteront à leurs niveaux actuels, voire inférieurs, sur longue période (...). Nous sommes prêts à examiner tous les instruments disponibles et (...) avons décidé aujourd'hui de continuer à effectuer les opérations de refinancement sous la forme d'appels d'offres à taux fixe, la totalité des soumissions étant servie, aussi longtemps que nécessaire et au moins jusqu'à la fin du deuxième trimestre 2015 ».

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-07112013-is.pdf

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIÈRES GÉNÉRALES

Union européenne

1 – La BCE publie un rapport sur les modifications structurelles du secteur bancaire de la zone euro.

La BCE a publié le 4 novembre 2013 un rapport sur les structures bancaires (Banking Structures Report), qui analyse les principales évolutions structurelles du secteur bancaire de la zone euro : les capacités, la consolidation et la concentration des banques ainsi que les modifications intervenues à cet égard au cours du temps. Le rapport couvre la période allant de 2008 à 2012 et comporte des indicateurs relatifs au premier semestre 2013.

Communiqué de presse :

http://www.banque-france.fr/fileadmin/user_upload/banque_de_france/Eurosystème_et_international/cp-bce-la-BCE-publie-un-rapport-détaille-sur-les-modifications-structurelles-du-secteur-bancaire-de-la-zone-euro.pdf

Rapport (disponible uniquement en anglais) :

<http://www.ecb.europa.eu/pub/pdf/other/bankingstructuresreport201311en.pdf?5656762fc7710c2ad62b381f432eff9f>

2 – Eurostat

Eurostat a publié le taux de chômage corrigé des variations saisonnières de la zone euro (ZE17). Il s'est établi à 12,2 % en septembre 2013. Dans l'UE28, le taux de chômage a été de 11 %, stable par rapport aux chiffres d'août. Dans les deux zones, les taux ont augmenté de façon significative par rapport à septembre 2012, où ils se situaient respectivement à 11,6 % et 10,6 %.

Actualité législative

Publications au Journal Officiel

Le décret n° 2013-931 du 17 octobre 2013 relatif au plafonnement des commissions d'intervention à compter du 1^{er} janvier 2014 a été publié au JORF (application de la loi bancaire du 26 juillet 2013).

Les commissions perçues par les établissements de crédit, mentionnées à la première phrase de l'article L. 312-1-3 du Code monétaire et financier ne peuvent dépasser, par compte bancaire, un montant de 8 € par opération, 80 € mensuels pour l'ensemble des clients, et pour les personnes fragiles, 4 € par opération et 20 € mensuels : tels sont les plafonds des commissions d'intervention, fixés par le décret d'application de la loi de séparation et de contrôle des activités bancaires du 19 octobre 2013.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichTexte.do?cidTexte=JORFTEXT000028090270&dateTexte=&categorieLien=id>

Divers

Avis du Comité consultatif du secteur financier (CCSF)

Suite à la demande qui lui en avait été faite par le Ministre de l'économie et des finances, le CCSF a adopté à l'unanimité le 5 novembre 2013 un avis relatif à l'intégration des frais de tenue de compte dans l'extrait standard des tarifs bancaires et recommande que cette nouvelle rubrique apparaisse dans les plaquettes dont les tarifs entrent en vigueur à partir du 1^{er} avril 2014 et figure sur les sites internet des banques dès le 2 janvier 2014.

http://www.banque-france.fr/ccsf/fr/publications/telechar/avis_r/avis_frais_tenue_de_compte_05112013.pdf

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITÉS DE L'INSTITUT

Mission pour l'estimation du PIB dans les Iles du Nord

Dans le cadre du partenariat CEROM (qui réunit l'INSEE, l'AFD et l'IEDOM), une mission de l'IEDOM s'est rendue à Saint-Martin et à Saint-Barthélemy début octobre afin de démarrer les estimations du Produit Intérieur Brut (PIB) des deux collectivités, les dernières remontant à 2005 sur la base des données de 1999.

Le système d'informations statistiques actuel ne permettant pas d'élaborer des comptes économiques pour ces deux îles, la méthodologie se base sur une double approche en rapport avec les importations et la productivité apparente du travail par secteur d'activité. La mission devait à la fois recueillir des données quantitatives et qualitatives afin de dégager les principales problématiques économiques propres à chacune des collectivités et estimer l'évolution de l'activité économique sur la décennie passée.

Léger redressement du climat des affaires

L'indicateur du climat des affaires (ICA), calculé à partir des réponses des chefs d'entreprise des principaux secteurs d'activité, se redresse au troisième trimestre 2013, après cinq trimestres consécutifs de baisse.

Il s'améliore de près de 5 points par rapport au deuxième trimestre, mais demeure encore bien en deçà de la moyenne de longue période (-12,2 points). Cette progression s'explique principalement par l'appréciation positive portée par les chefs d'entreprise sur l'activité du trimestre écoulé ainsi que par une moindre dégradation des délais de paiement de la clientèle. En revanche, l'évolution défavorable des effectifs a pesé sur l'indicateur.

Dans ce contexte, les prévisions d'investissement à un an sont majoritairement en hausse, mais principalement liées à un renouvellement des équipements.

Un marché de l'emploi encore fragile

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A en Guadeloupe et dans les îles du Nord s'élève à 60 370 à fin septembre 2013, soit une baisse de 0,4 % par rapport au mois précédent. Néanmoins, comparé à septembre 2012, la Guadeloupe compte 1 340 demandeurs d'emploi supplémentaires (+2,3 %), 3 660 de plus par rapport à septembre 2011, et 6 950 de plus par rapport à 2010.

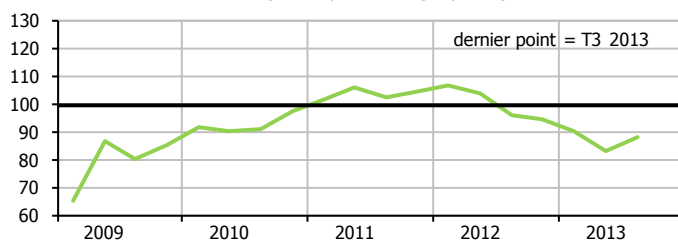
Le nombre d'offres d'emploi collectées par Pôle emploi en septembre, s'établit à 790, un chiffre en légère hausse par rapport au même mois en 2012 (+6,8 %). Au total, au cours des mois de juillet, août et septembre, les offres d'emploi collectées diminuent de 1,9 %, par rapport aux trois mois précédents. Cette évolution concerne les offres d'emploi non durable (moins de 6 mois), en baisse de 17,8 %, alors que le nombre d'offres d'emploi durable (6 mois ou plus) affiche une hausse de 13,9 %.

Des incidents de paiement sur effets en nette diminution

Au mois de septembre 2013, 101 impayés sur effets de commerce ont été recensés en Guadeloupe par la Centrale des Incidents de Paiements sur Effet (CIPE) de la Banque de France, soit une baisse de 13,7 % en variation mensuelle. Pour ce même mois, la diminution en valeur de l'ensemble des incidents est encore plus significative (-21,4 %), pour un montant de 257 milliers d'euros.

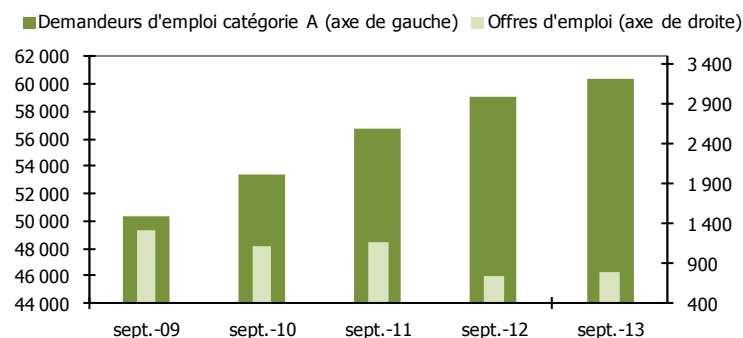
Par rapport à septembre 2012, les incidents de paiement sont en baisse en nombre (-5,6 %) et, en valeur, ils ont diminué de plus de moitié (-54,3 %). Sur le plan sectoriel, les entreprises de commerce et réparation automobile, de l'industrie manufacturière ainsi que les entreprises de services comptent le plus d'incidents de paiements (en nombre et en valeur).

Indicateur du climat des affaires à la Guadeloupe
(100=moyenne de longue période)



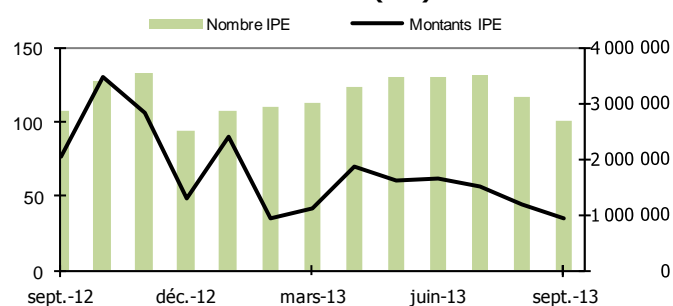
Source : Enquête de conjoncture IEDOM

Marché du travail



Source : DIECCTE

Évolution des incidents de paiements sur effets (IPE)



Source : IEDOM

Parution de la note « Premières tendances » pour le 3^e trimestre 2013

L'IEDOM Guadeloupe vient de publier la note « Premières tendances » pour le 3^e trimestre 2013. Cette publication est téléchargeable librement sur le site internet : <http://www.iedom.fr>

BRÈVES ÉCONOMIQUES ET FINANCIÈRES

Visite du Ministre de l'Intérieur en Guadeloupe

Le Ministre de l'Intérieur, Manuel Valls, s'est rendu en Guadeloupe les 17 et 18 octobre 2013. Les problématiques de la Zone de Sécurité Prioritaire lui ont été présentées lors de sa visite au commissariat de Pointe-à-Pitre/Abymes et le ministre s'est ensuite adressé aux forces de l'ordre. Des policiers et des gendarmes ainsi que de nombreux responsables administratifs, politiques et judiciaires de la Guadeloupe étaient présents.

Installation du nouvel Observatoire des prix, des marges et des revenus

La réunion d'installation du nouvel observatoire des prix, des marges et des revenus de Guadeloupe s'est tenue le 7 octobre 2013 dans les locaux de la Chambre de commerce et d'industrie des îles de Guadeloupe (CCIIG). Les modifications portent sur trois points principaux : l'observatoire des marges a été intégré afin d'améliorer la connaissance des mécanismes de formation des prix, les associations de consommateurs sont désormais membres à part entière et un vice-président sera élu parmi les membres dans chaque région.

Lancement d'un dispositif d'accompagnement des très petites entreprises

Le lancement officiel du nouveau dispositif de l'Agence Régionale de Développement Economique, Guadeloupe Expansion, dénommé « Parcours gagnant TPE » a eu lieu le 4 octobre. Ce nouveau dispositif d'accompagnement à destination des très petites entreprises vise à permettre aux dirigeants de s'approprier les points fondamentaux de la stratégie d'entreprise à travers des ateliers axés sur la gestion, la définition du coût de revient, le *management*, la mise en place de tableau de bord, etc. Un accompagnement spécifique par des consultants a également été mis en place et porte sur des questions économiques et juridiques. Il s'adresse en priorité aux TPE de plus de deux ans d'existence, en développement ou en transmission. Le dispositif a été présenté le 8 octobre devant une soixantaine de chefs d'entreprise candidats.

Nouveau directeur départemental de la sécurité publique

Dominique Giraud a été nommé au poste de directeur départemental de la sécurité publique à compter du 1^{er} octobre.

ACTUALITÉ RÉGIONALE

Avancement des travaux à l'aéroport de Grand Case

Le directeur de l'aéroport, Mongi Djouba, a présenté le 30 octobre l'avancée des travaux aux élus de la Collectivité. Le projet avait débuté en 2012 avec la construction d'une station d'avitaillement en carburant puis s'était poursuivi en septembre 2013 avec l'extension du parking des avions (passant de 6 000 m² à environ 12 000 m²), destiné en priorité aux avions privés. Le coût total du chantier est estimé à 1,7 millions €, financé en partie par les fonds européens FEDER. Les travaux d'agrandissement et de modernisation des locaux de l'aéroport ainsi que la réorganisation de l'aérogare sont prévus pour mars et avril 2014.

Inauguration de la station de traitement de Saint-Martin

L'hôpital Louis-Constant Fleming de Saint-Martin est désormais doté d'un banaliseuse permettant de traiter plus de 100 tonnes de déchets médicaux à risques infectieux (DASRI). Il s'agit de la première unité de traitement de DASRI à technologie micro-ondes installée dans la Caraïbe. L'inauguration a eu lieu le 25 octobre en présence du préfet, du 1^{er} vice-président de la Collectivité ainsi que des personnes à l'origine de cette station de traitement.

PRINCIPAUX INDICATEURS

INDICATEURS DE REFERENCE				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Prix (Source : Insee)	Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998)	Guadeloupe France entière	Septembre 2013	128,8 127,4	-0,7 % -0,2 %	0,7 % 0,9 %
Demandeurs d'emploi (Source : Dicccte)	Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) (données CVS)		Septembre 2013	59 030	-0,4 %	2,3 %
Commerce extérieur (Source : Douanes)	Exportations (en cumul - millions d'euros) Importations (en cumul - millions d'euros)		Septembre 2013	172,9 1 971,0	- -	-11,2 % 2,3 %
Créations d'entreprises (Source : Insee)	Nombre d'entreprises créées (hors auto-entreprises)		Septembre 2013 Cumul annuel	384 3 383	26,3 % -	-3,3 % -10,0 %
Vulnérabilité des ménages (Source : Iedom)	Personnes physiques en interdiction bancaire Retraits de cartes bancaires (Flux)		Septembre 2013	20 860 502	0,1 % -6,2 %	-1,1 % 60,9 %

INDICATEURS SECTORIELS				Données brutes	Variation mensuelle	Glissement annuel
Trafic aéroportuaire (Source : Aéroport Pôle Caraïbes)	Nombre de passagers (hors transit)		Septembre 2013 Cumul annuel	111 364 1 522 144	-48,5 % -	2,9 % 0,02 %
Trafic maritime (Source : Port Autonome)	Trafic net de marchandises (tonnes) Nombre de passagers (entrées + sorties)		Septembre 2013	282 095 47 638	-2,2 % -48,9 %	-9,3 % 1,0 %
Fréquentation des hôtels classés (Source : Insee)	Nombre de nuitées (en milliers)		Juin 2013 Cumul annuel	57 596	-36,0 % -	-5,0 % -1,3 %
Immatriculations (Source : Préfecture)	Immatriculations de véhicules neufs		Octobre 2013 Cumul annuel	1 588 12 405	27,3 % -	1,4 % -5,5 %
Consommation de ciment (Source : Ciments Antillais)	Ventes de ciment (tonnes)		Octobre 2013 Cumul annuel	19 562 187 254	16,1 % -	-8,2 % -2,2 %

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème	taux	date d'effet
Taux de la facilité de prêt marginal	0,25%	13/11/2013
Taux de la facilité de dépôt	0,75%	13/11/2013
	0,00%	08/05/2013

Taux d'intérêt légal				Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/13)				
ANNEE	2013	0,04%	JO du 01/03/13	Livret A et bleu	LDD	LEP	PEL*	CEL*
ANNEE	2012	0,71%	JO du 08/02/12	1,25%	1,25%	1,75%	2,50%	0,75%

** hors prime d'Etat*

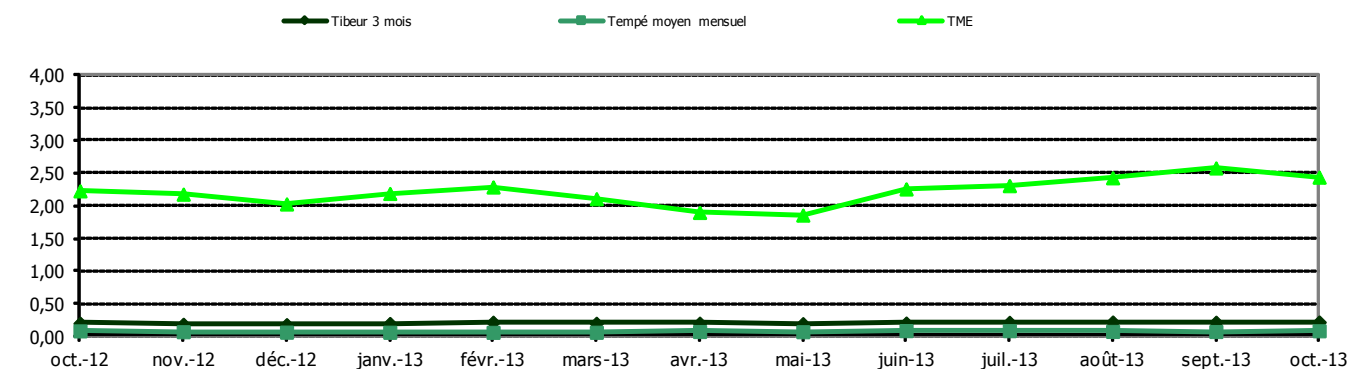
Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel)				TIBEUR (Octobre 2013)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	1 mois	3 mois	6 mois	1 an
0,0931%	0,0832%	0,0805%	0,0924%	0,1280%	0,2260%	0,3410%	0,5410%
Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME)				Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO)			
Juillet	Août	Septembre	Octobre	Juillet	Août	Septembre	Octobre
2,31%	2,43%	2,58%	2,44%	2,51%	2,63%	2,78%	2,64%

Taux de l'usure (seuils applicables au 1er octobre 2013)

Crédits aux particuliers	Seuils de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielles, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts immobiliers			
Prêts à taux fixe	5,03%	Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	7,96%
Prêts à taux variable	4,45%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux variable	3,75%
Prêts-relais	5,29%	Prêts d'une durée supérieure à deux ans, à taux fixe	4,77%
Autres prêts		Découverts en compte (1)	13,28%
Prêts d'un montant inférieur à 3 000 euros	20,23%	Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	4,41%
Prêts d'un montant compris entre 3 000 euros et 6 000 euros	15,17%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	Seuils de l'usure
Prêts d'un montant supérieur à 6 000 euros	10,52%	Découverts en compte (1)	13,28%

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

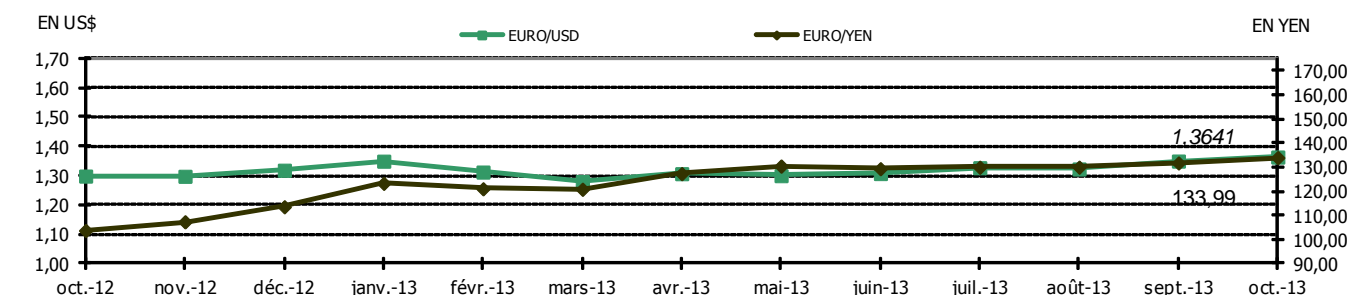
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

EURO/USD (Etats-Unis)	1,3641	EURO/ZAR (Afrique du sud)	13,6151	EURO/SRD (Surinam)	4,4826
EURO/JPY (Japon)	133,9900	EURO/BWP (Botswana)	11,55560	EURO/ANG (Ant. Néerl.)	2,4314
EURO/CAD (Canada)	1,4251	EURO/SCR (Seychelles)	16,34100	EURO/DOP (Rép. Dom.)	57,8182
EURO/GBP (Grande-Bretagne)	0,85020	EURO/MUR (Maurice)	40,8864	EURO/BBD (La Barbade)	2,7167
EURO/SGD (Singapour)	1,6897	EURO/BRL (Brésil)	2,9962	EURO/TTD (Trinité et Tobago)	8,735
EURO/HKD (Hong-Kong)	10,5759	EURO/VEF (Vénézuéla)	8,5469	EURO/XPF (COM Pacifique)	119,33170
EURO/MGA (Madagascar)	2989,0516	EURO/XCD (Dominique)	3,6675	EURO/FC (Comores)	491,96775

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 17 pays de la zone euro

1 EURO =	40,3399 BEF	6,55957 FRF	40,3399 LUF	200,482 PTE	15,6466 EEK
	1,95583 DEM	0,787564 IEP	2,20371 NLG	5,94573 FIM	
	166,386 ESP	1936,27 ITL	13,7603 ATS	340,750 GRD	
	239,640 SIT	0,585274 CYP	0,429300 MTL	30,1260 SKK	

Directeur de la publication : N. de SEZE - Responsable de la rédaction : J-M. PAUGAM

Editeur et Imprimeur : IEDOM - Parc d'activité de la Providence - Zac de Dothémare - 97139 Les Abymes

Achevé d'imprimer le 13 novembre 2013 - Dépôt légal : novembre 2013 - ISSN 1240- 3806